

Les députés de l'opposition burundaise menacés d'exclusion

Deutsche Welle, 04.02.2016, L'opposant politique Charles Nditije qui fait partie de ces députés a déclaré que les députés absents s'opposent aux institutions actuelles, issues selon eux de mascarades électorales. Selon le règlement intérieur de l'Assemblée nationale, le mandat du député peut prendre fin en cas d'absences injustifiées. La mesure envisagée par le président du parlement concerne neuf (9) députés, tous élus au sein de la coalition des indépendants "Espoir des Burundais".

La dissolution de l'assemblée intervient alors que la crise politico-sécuritaire se prolonge à Bujumbura, où une personne a été tuée et cinq autres grièvement blessées, suite à l'explosion de deux grenades en plein centre-ville. Des violences interviennent quelques heures après l'appel interjeté par le ministre public burundais visant le verdict rendu dans le procès de la tentative de coup d'Etat des 13 et 14 mai 2015. C'est dans ces conditions que le ministre public réclame la condamnation de l'ensemble des 34 accusés. Pour la première fois, le parquet a publié la liste exhaustive de ces 34 personnes - dont des leaders d'opposition, des responsables de la société civile ainsi que des représentants de médias indépendants opposés au troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza. L'ONG "Reporters sans frontières" a fait part de son indignation après la demande lancée par le Burundi pour l'extradition de sept journalistes en exil. La Cour Suprême de Bujumbura demande aux Etats hôtes de les arrêter et de les livrer à la justice burundaise. Enfin, le parti au pouvoir - CNDD-FDD a réagi aux révélations concernant l'existence de charniers dans la localité de Buringa, non loin de Bujumbura. Dans une déclaration longue de 10 minutes, au relent quelques fois haineux, le porte parole du parti au pouvoir a déclaré qu'il s'agissait de pures mensonges, montés de toute pièce par des tracteurs du gouvernement burundais. Le CNDD-FDD accuse entre autres l'ancien président, Pierre BUYOYA de vouloir salir à tout prix le pouvoir de Bujumbura et s'installer dans le fauteuil présidentiel.